

# Assurer le contrôle par les peuples des terres et des ressources naturelles

**Rapport de la conférence  
internationale de mobilisation  
autour du droit à la terre  
et aux ressources naturelles**

Genève 2011



Publié par  
Ekta Parishad et Ekta Europe

Assurer le contrôle par les peuples  
des terres et des ressources naturelles

---

**Rapport de la conférence  
internationale de mobilisation**  
autour du droit à la terre  
et aux ressources naturelles

Centre international de conférences de Genève (CICG),  
12 et 13 septembre 2011

---



# Assurer le contrôle des terres par les peuples et des ressources naturelles

---

Publié par \_Ekta Europe et Ekta Parishad

Avec le soutien de tous les partenaires de la conférence \_CESCI Support Association, DANIDA (gouvernement danois), MINBUZA (gouvernement néerlandais), SDC (Agence suisse pour le développement et la coopération), Action Aid, Remei AG, Swissaid, World Vision, Freunde von Ekta Parishad, Solidarité, Action Village India

En collaboration avec \_ESCR-Net, World Council of Churches, Ekta groupe de soutien Genève, Christian Aid, Canton de Genève

Rapporteur \_Deborah Eade

Traduction de l'anglais par \_Mélanie Benoît

Photographies \_Liliane de Toledo, Bernard Millot, Marie Bohner, Ekta Parishad

Graphisme \_Céline Emonet

Impression \_Gyss imprimeur Obernai

---

## Sommaire

---

1 - Préface.....	7
2 - Préambule.....	9
3 - Introduction.....	11
4 - Droits et développement.....	15
5 - Terre, ressources et moyens de subsistance.....	19
a - La propriété foncière est problématique dans de nombreuses régions du monde.....	22
b - Les femmes en milieu rural sont particulièrement désavantagées.....	23
c - La réforme agraire exclue de l'agenda mondial.....	23
d - La concurrence des revendications environnementales.....	25
e - Les petits paysans manquent de soutien et d'appui technique.....	26
6 - Action, unité et solidarité internationale.....	28
a - Organisation et mobilisation.....	29
b - Action de la société civile.....	32
c - Consommation alternative.....	34
d - Politiques nationales.....	35
e - Des politiques économiques mondiales.....	36
7 - Note finale.....	39
Annexes	
1 - Brefs descriptifs d'Ekta Parishad et d'Ekta Europe.....	40
2 - Argumentaire de la conférence.....	43
3 - Programme de la conférence.....	46
4 - Participants à la conférence.....	50



## chapitre 1 - Préface

---

La Conférence internationale de mobilisation sur le droit à la terre et aux ressources naturelles a eu lieu les 12 et 13 septembre 2011 au Centre international de conférences de Genève (CICG). Elle a réuni plus de 120 personnes et près de 30 intervenants de différentes organisations, tous concernés et actifs sur les problématiques liées à la terre, avec un intérêt particulier pour le cas de l'Inde.

L'idée de construire cette conférence a émergé du long et permanent combat d'Ekta Parishad pour les droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles pour les populations défavorisées en Inde, avec le soutien d'un large réseau d'organisations telles qu'Ekta Europe. Le combat pour les droits de l'homme inclut l'accès à la terre et les moyens permettant d'en tirer des revenus décents – l'accomplissement de besoin de base tels que la nourriture, le logement, le travail, la dignité et le contrôle de chacun sur sa propre vie. Dans le contexte actuel d'industrialisation néolibérale, d'urbanisation et d'accaparements de terre par les agro-industriels, la mobilisation pour les droits des plus pauvres – particulièrement les sans-terres – est devenue une question fondamentale qui nous affecte tous.

En particulier, c'est Jan Satyagraha 2012 – une mobilisation à grande échelle des paysans par Ekta Parishad – qui est la source d'inspiration et de motivation pour l'organisation d'une telle conférence. En octobre 2012, 100 000 adivasis, dalits et sans-terres marcheront 350 km de Gwalior à Delhi pour demander une très attendue réforme agraire promise il y a cinq ans par le gouvernement national indien, mais qui n'a pas encore vu le jour.

Présentant un éventail de questions et de défis mondiaux – comme le montre ce rapport – l'intention de la conférence était d'aller au-delà de la formulation de déclarations et demandes. En effet, nous souhaitons aussi donner une visibilité internationale et notre soutien à Jan Satyagraha 2012, et mettre en valeur les efforts faits pour construire un mouvement mondial qui dépasse les frontières et les continents.



Nous pensons que le moment de passer à l'action est venu, et qu'il est important de renforcer les différents types d'actions en ouvrant les portes aux soutiens et aux financements. Des promesses ont été faites aux membres du comité d'organisation – pour la plupart des bénévoles d'Ekta Parishad et d'Ekta Europe – et Ekta Europe fera en sorte de renforcer ces liens entre actions indiennes et autres actions de par le monde.

Nous souhaitons exprimer notre sincère gratitude à tous les activistes des différentes organisations et ONG, nationales et internationales, qui travaillent sur les questions de droit à la terre, sécurité alimentaire et soutien aux moyens de subsistance, mais aussi aux représentants des instituts de recherche des Nations unies et aux gouvernements qui ont soutenu cette conférence grâce à leur contribution et leur engagement.

Alors que ce rapport est mis sous presse se déroule en ce moment même en Inde une Samvad Yatra<sup>1</sup> d'un an pour mobiliser les marginalisés et les paysans sans-terres de tout le pays pour la Jan Satyagraha, afin de permettre à leurs voix d'être entendues. Nous vous appelons à soutenir ce combat en Inde, et la lutte pour la terre et les ressources naturelles de par le monde. Jai Jagat<sup>2</sup>!

\_Le comité d'organisation: Margrit Hugentobler, Alan Leather, Jill Carr-Harris, Aye Aye Win, Altaï de Saint Albin, Küde Meier et Marie Bohner

1 - Un tour de l'Inde en un an est réalisé par les activistes d'Ekta Parishad, ce depuis le 2 octobre 2011, afin de réunir les demandes et réclamations des paysans sans-terres, de réunir les décideurs locaux et de mobiliser les manifestants en vue de la Jan Satyagraha.

2 - Paix au monde!

## chapitre 2 - Préambule

---

La Conférence internationale de mobilisation sur le droit à la terre et aux ressources naturelles a été organisée conjointement par Ekta Parishad et Ekta Europe<sup>3</sup> en soutien à la marche non-violente pour la justice – **Jan Satyagraha 2012** – organisée par Ekta Parishad.

**Jan Satyagraha 2012** sera la plus grande mobilisation indienne jamais connue pour le droit à la terre et aux ressources naturelles, réunissant 100000 villageois, adivasis, dalits et paysans sans-terres pour une marche allant de Gwalior, dans le Madhya Pradesh, à la capitale indienne New Delhi. La marche sera accompagnée de nombreuses actions de solidarité autour du globe.

Suivant les pas de Gandhi, cette marche de 350 kilomètres sera le point final d'une campagne de 12 mois pour le droit à la terre et aux ressources naturelles, campagne dont les principales demandes concrètes sont :

- la mise en œuvre des politiques de 2009 du gouvernement indien sur la réforme foncière et les autres politiques censées bénéficier aux populations pauvres rurales et urbaines (dont les adivasis, les personnes sans domicile, les petits paysans et paysans sans-terres);
- des garanties que la mise en œuvre du « Forest Rights Act »<sup>4</sup> de 2006 prendra en considération les gram sabha (gouvernements locaux ou conseils traditionnels);
- une reformulation des lois et politiques appropriée pour assurer que celles-ci soient en faveur des populations pauvres, à savoir le « Mining Act » (lois relatives aux exploitations minières), le « Rehabilitation and Resettlement Act » (loi relative au déplacement et la réimplantation des populations), et le « Land Acquisition Act » (loi relative à l'acquisition de terres).

3 - Voir la description en annexe 1.

4 - Loi indienne visant à reconnaître les droits de certaines minorités rurales sur les zones protégées qu'elles habitent.

Mais **Jan Satyagraha 2012** est davantage qu'une simple manifestation, davantage qu'une série de requêtes et demandes au gouvernement. Cette manifestation vise à dénoncer la violence structurelle globale, le déni des droits de l'homme, et les dégâts humains et écologiques causés par un modèle de développement néolibéral qui promeut avant tout la croissance à tout prix. Ces processus affectent la vie quotidienne des petits paysans et sans-terres, des populations indigènes autochtones, des migrants urbains et des populations peuplant les bidonvilles. Ekta Parishad est un exemple, démontrant comment les organisations locales et populaires sont affectées par ces processus globaux et dans le même temps tentent de les faire changer, inspirées par les stratégies non-violentes de Gandhi.

La Jan Satyagraha 2012 symbolise à la fois un appel et de nouvelles réponses humaines et non-violentes pour organiser politiquement la société globale qui est la nôtre, en tentant de placer la dignité, les droits de l'homme et le contrôle communautaire des ressources au centre des préoccupations.



“ Nous devons nous demander comment défendre le droit à la terre et à ses ressources des populations sans-terres dans le monde. ”

Des milliards de personnes, ayant perdu leurs terres, sont poussées vers les villes et habitent des bidonvilles, où la violence est présente au quotidien. Nous avons créé un système où les populations ne peuvent pas vivre heureuses dans les villages, mais où elles ne peuvent pas non plus vivre heureuses en ville. Les villages ne sont aujourd'hui plus vivables à cause de la pauvreté, et les villes à cause du surpeuplement.”

\_\_\_\_Rajagopal P. V., Président, Ekta Parishad



## chapitre 3 - Introduction

---

\_\_\_\_Les actions locales sont vitales – chaque pas compte dans la marche pour les droits de l'homme, si petit soit-il. Mais pour apporter des changements profonds dans la façon dont l'économie mondiale influence les vies de toutes les communautés, y compris les plus retranchées, nous devons repenser et agir au niveau global.

C'est pourquoi l'objectif global de cette conférence centrée sur l'action était d'explorer la création d'**un réseau de solidarité international ou coalition sur les droits liés à la terre et aux ressources naturelles, et sur la sécurité alimentaire**. Une plateforme permettant à tous, quelle que soit leur vie, de parler d'une voix dans chaque espace de discussion – des institutions multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation des Nations unies, aux gouvernements locaux ou nationaux, aux organisations des droits de l'homme, aux associations agricoles, aux producteurs, aux migrants, aux travailleurs de l'industrie alimentaire, aux consommateurs, aux familles, aux communautés et associations de paysans sans-terres indiens, aux travailleurs des plantations d'Amérique centrale, aux habitants des forêts et jungles d'Amazonie et au milliard de femmes, hommes et enfants qui souffrent de faim et malnutrition chaque jour de leur vie.

La conférence a réuni 120 délégués venus de plus de 15 pays – d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Nord et du Sud et d'Europe. Elle a rassemblé des délégués venus d'organisations de petits paysans et de sans-terres, de syndicats, d'organisations militantes travaillant sur le droit à l'alimentation, la justice sociale ou le commerce équitable, d'agences bilatérales, de parlementaires et de représentants du corps diplomatique, d'ONG confessionnelles ou laïques, de corps étudiants, d'organisations académiques ou encore du secteur privé « éco ». Celle-ci a aussi attiré les représentants d'Ekta Parishad, Ekta Canada, Ekta Europe et du groupe de soutien à Ekta Parishad de Genève. Une liste des participants, l'agenda de la conférence et une sélection des nombreuses photos prises durant

l'évènement sont publiés sur le site internet d'Ekta Europe.

La plupart des interventions sont présentées dans leur intégralité sur le site internet d'Ekta Europe; par conséquent l'objet de notre rapport n'est pas de reprendre ces interventions faites lors de la conférence. Nous avons plutôt souhaité réunir les discussions principales selon trois chapitres inclus dans le titre de la conférence, à savoir:

- **Droits et développement**

- **Terre, ressources et moyens de subsistance**

- **Action, unité et solidarité internationale**

Chaque être humain dépend des ressources de la terre permettant une alimentation saine et un environnement propre et durable. Cependant des millions de petits producteurs, fermiers et populations indigènes sont traités comme s'ils étaient des « squatteurs » illégaux sur les terres qu'ils cultivent, les forêts et les rivières qui les nourrissent. Dans la majeure partie des cas, celles-ci sont leurs terres ancestrales et sont un point central de leur identité culturelle.

Bénéficiant rarement de la possibilité d'exprimer leur point de vue, ces communautés sont fréquemment expropriées de leurs terres pour faire place à des intérêts de plus grande envergure, et l'accès à ces ressources naturelles dont dépendent leurs vies et leur subsistance leur est refusé.

La concentration de la propriété foncière s'intensifie non seulement au niveau national, mais est désormais devenue un marché global où les terres, l'eau et les forêts – et même le contenu génétique des semences – sont considérés comme des biens et denrées qui peuvent être achetés ou vendus au plus offrant. En Inde par exemple, l'exploitation minière, l'industrialisation rapide et le développement infrastructurel ont retiré des millions d'hectares de terres arables des mains des paysans, sans ne leur donner aucune possibilité de recours.



“ Pachamama la Terre-mère, origine et fin de la vie, est le principal symbole de notre spiritualité indigène –

nous rattachant à nos connaissances ancestrales, nos mondes anciens qui ont été détruits lorsque nos terres ont été colonisées et nos populations rendues esclaves, il y a plus de 500 ans. Il n'est pas possible de vendre la Terre-mère. Aujourd'hui, nous revenons et réclamons nos

identités, pour vivre le rêve de nos ancêtres. La foi indigène est aussi variée et colorée qu'un jardin de fleurs, toutes différentes, parfumées et belles, prêtes à être partagées avec celui qui est en mesure de les étreindre.”

\_\_\_\_María Chávez Quispe, Consultante pour le « Indigenous Peoples Programme », World Council of Churches

D'après le Land Matrix Partnership (qui est constitué de l'International Land Coalition, des universités de Berne et Hambourg, de l'institut de recherche français CIRAD, de l'agence allemande de coopération technique GIZ et d'Oxfam) près de 227 millions d'hectares de terres de par le monde ont été vendus ou loués à des sociétés depuis 2001. La plupart de ces accaparements de terre se sont déroulés depuis 2009, principalement en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

Cependant une grande partie de ces terres n'est pas utilisée pour produire de la nourriture, pour subvenir aux besoins des populations locales ou pour nourrir une population nationale. Souvent la terre demeure inexploitée, représentant avant tout un investissement spéculatif. Dans d'autres cas, la terre est utilisée pour des cultures de biocarburants destinés à l'export, comme la palme ou la canne à sucre, cultures permettant toutes deux de réduire la dépendance au pétrole et d'atteindre les objectifs de réductions des émissions de gaz carbonique; ou pour produire du grain tel que le soja, destiné à nourrir les animaux afin de répondre à la demande mondiale grandissante en viande.

D'après les Nations unies, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 26 % en moyenne entre 2009 et 2011, et il est prévu que les besoins en aliments de base augmentent encore de 70 % d'ici 2050. L'expansion des frontières agricoles, dont la destruction irréversible des forêts qui agissent comme catalyseur de gaz carbonique pour la planète en absorbant les émissions à effet de serre, accélère le réchauffement climatique. Ces changements climatiques affecteront inévitablement les populations les plus pauvres en premier lieu.

**Les droits et la sécurité alimentaire des petits producteurs, des communautés pastorales et de pêcheurs, des populations indigènes autochtones de par le monde, la protection des moyens de subsistance, la diversité des traditions culturelles et la préservation des écosystèmes fragiles de la terre n'ont jamais été autant en danger.**

C'est pour s'élever à l'encontre de ce sinistre contexte que la Conférence internationale de mobilisation sur le droit à la terre et aux ressources naturelles cherche à partager ses expériences et connaissances, avec pour objectif de trouver des moyens d'utiliser l'action politique non-violente pour modifier le sens et la direction du développement à l'échelle globale.



## chapitre 4 - Droits et développement

---

Le modèle de développement néolibéral est incompatible avec les droits de l'homme universels, y compris le droit à la nourriture, à un logement et un travail décent, à un niveau de vie garantissant la dignité de l'individu. Tous les individus ne sont pas nés « libres et égaux en droits ». Tout le monde n'a pas, dans le contexte actuel, « le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne » ou le droit de ne pas être « arbitrairement privé » de (leur) propriété. Et tout le monde n'a pas les moyens, « grâce à l'effort national et à la coopération internationale » de réaliser « les droits économiques, sociaux et culturels indispensables à la dignité et au libre développement de sa personnalité », comme déclaré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948.

De fait, le modèle de développement dominant aujourd'hui protège les marchés, applaudit l'accumulation des capitaux et piétine les droits des petits producteurs défavorisés. Il laisse les inégalités existantes intactes et « distribue de l'injustice ». Il viole la relation entre la terre et ses ressources, il ébranle les diversités culturelles et détruit les traditions ancestrales, engendrant violence, misère et désespoir. En Inde seulement, les chiffres diffusés par le gouvernement suggèrent que plus de 17 000 fermiers se sont suicidés entre 2002 et 2006 – les causes citées étant la combinaison de mauvaises récoltes, de sols épuisés et appauvris, et de niveaux d'endettement insoutenables dus à la spirale des prix des fertilisants agricoles tels que les engrais et pesticides nécessaires aux cultures à fort rendement promues durant la Révolution verte des années 1960. Parmi ces fermiers, nombreux sont ceux qui ont utilisé ces mêmes fertilisants, qui ne garantissaient plus à leurs cultures des rendements suffisamment élevés, pour mettre fin à leurs jours.

L'attention portée à la croissance économique amène à considérer toute chose en termes de valeur de marché, toute chose devenant un bien ou service. La logique inexorable est ainsi d'ignorer les besoins vitaux et les inégalités, car les combattre reviendrait à « interférer » dans les marchés.

Les coûts sociaux et environnementaux sont « externalisés » plutôt que d'être inclus dans les prix – les riches peuvent ainsi consommer davantage en vertu des faibles prix pratiqués grâce à des coûts de main-d'œuvre réduits. Malgré la rhétorique de « bonne gouvernance », les droits démocratiques sont reniés pour des millions de citoyens de par le monde.

Ces tendances sont particulièrement vives dans les domaines de la terre et des ressources naturelles – la croissance, les exportations et l'accumulation du capital ont davantage d'importance que la situation sociale, à savoir chacun a-t-il assez pour se nourrir, bénéficie-t-il de conditions de travail décentes et de conditions de vie dignes, les ressources naturelles sont-elles préservées pour le futur ou bien sont-elles gaspillées au profit d'une logique à court terme.

Considérons les exemples suivants :

- L'économie indienne a doublé durant la dernière décennie, mais 600 millions de citoyens indiens vivent toujours avec moins de 1,25 US\$ par jour – la majeure partie d'entre eux en zone rurale.
- 25 000 personnes meurent chaque jour, dans le monde, de causes liées à la faim, la plupart étant des enfants.
- En 2011, parmi les 1 210 milliardaires connus au monde, 108 des 214 nouveaux noms venaient du Brésil, de Chine, d'Inde et de Russie, tandis que l'homme le plus riche au monde demeurait un Mexicain.
- L'accaparement de terres par des investisseurs étrangers n'est pas seulement le fait de sociétés transnationales mais aussi le fait d'intérêts chinois, indiens ou du Moyen-Orient.



“ L'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) de réduire de moitié la proportion de personnes souffrant de la faim d'ici 2015 est tristement hors d'atteinte. ”

Près de 75 % de ceux qui souffrent de faim et de malnutrition vivent et travaillent en zone rurale, la plupart étant de petits paysans, parmi lesquels au moins 20 % – soit plus de 150 millions de personnes – ne possèdent pas de terres. Une stratégie pour combattre la pauvreté et éradiquer la faim et la malnutrition doit obligatoirement répondre à la question de l'accès à la terre et aux ressources naturelles.”

\_\_\_\_ H. E. Jean Feyder, Ambassadeur de la mission permanente du Luxembourg auprès des Nations unies, Genève

Il n'y a rien de naturel ou d'accidentel au regard de la faim ou de la malnutrition. Ce sont les résultats de décennies à promouvoir et entretenir le modèle agro-industriel considérant les petits producteurs comme des obstacles au progrès et par conséquent considérés comme sacrifices nécessaires, en même temps que leurs connaissances, leur culture et leurs traditions. Ces communautés ne sont donc que rarement consultées sur leur usage de la terre, de l'eau, des forêts et autres ressources naturelles – et lorsqu'elles le sont leurs opinions n'ont que très peu de poids dans les négociations sur l'utilisation future de ces ressources. Le droit coutumier et même leurs titres de propriété sont ignorés tandis que les terres sont destinées à d'autres usages – ou sont vendues à des intérêts étrangers.

Qu'un pays base sa sécurité économique sur l'accroissement des inégalités et la dépossession des populations pauvres dans l'intérêt d'un autre pays (ou d'une autre partie de la population de ce même pays) est non seulement injuste mais aussi naturellement non pérenne. Au contraire, la victoire des populations défavorisées dans leur combat contre la faim et la pauvreté est la façon la plus sûre de protéger la planète.

D'après le FoodFirst Information and Action Network (FIAN) dans 80 % des cas où le droit à l'alimentation est bafoué, cela est en lien avec l'accès à la terre et aux ressources naturelles. L'expropriation et la pollution des ressources dans une course sans fin à la modernisation sont à la fois les symptômes et la cause d'un déni des droits de l'homme de grande envergure.

Les accaparements de terres s'accroissent tandis que le système mondial cherche à maintenir son hégémonie, dans un contexte où il est nécessaire de trouver des alternatives à l'énergie fossile et de répondre à une demande alimentaire grandissante. Dans le même temps, des subventions considérables permettent aux grandes agro-industries américaines et européennes de concurrencer les petits producteurs dans leur propre pays et sur le marché mondial.

Cela signifie placer une demande insoutenable sur les écosystèmes de la planète et dans le même temps priver les petits paysans de la capacité à produire et vendre leurs propres cultures – sans leur fournir une quelconque alternative de travail décent ou de source de nourriture abordable.

Ce processus est la cause principale de l'exode des communautés rurales pauvres vers les villes, où elles rejoignent les millions d'urbains défavorisés, le plus souvent vivant dans des conditions indécentes, avec des emplois

précaires ou inexistantes. L'émigration internationale est une autre option – des communautés entières au Mexique, au Salvador, en Indonésie, aux Philippines, au Sri Lanka, dépendent des rentes versées par des membres de leur famille ayant quitté le pays, leur famille et même leurs enfants pour travailler comme domestiques dans les États du Golfe, comme travailleurs agricoles aux États-Unis ou comme travailleurs de santé au Royaume Uni.

Avant que les baux de location de terres d'une durée de 99 ans n'expirent, trois générations auront passé. Des communautés entières et leurs modes de vie auront été détruits à jamais. La seule alternative, comme préconisée dans la déclaration du Forum social mondial 2011, est :

- l'arrêt immédiat des transactions de terres à grande échelle ;
- la résiliation de tous les contrats ayant déjà été signés ;
- le retour des terres aux communautés dont la subsistance en dépend.

**Les choix de développement sont politiques – les forces économiques ne sont pas inévitables mais sont le résultat des choix politiques au détriment d'autres options.** Ainsi, les abus en terme de droits de l'homme tel que le droit à l'alimentation et le droit à un travail décent ne sont pas accidentels, mais sont les résultats logiques de décisions concernant la façon dont l'économie globale doit être gouvernée – et les valeurs qu'elles incarnent. **La déchéance des êtres humains conduit inexorablement à la dégradation de la planète.**



“ Les droits de l'homme sont le résultat des luttes des peuples contre l'oppression, la discrimination et les abus de pouvoir. ”

L'intensification récente de l'accaparement des terres et des ressources naturelles dans leur ensemble – comme moyen de répondre à la crise du modèle hégémonique – font face à la résistance des peuples et des mouvements sociaux, qui indiquent la direction d'un modèle alternatif pour nourrir la planète et ralentir le réchauffement climatique. Ils demandent que les gouvernements évitent les accaparements de terres et établissent des réglementations publiques pour l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources naturelles et aux territoires indigènes.”

\_\_\_\_ Flavio Luiz Schieck Valente, FIAN, Secrétaire général international



## chapitre 5 -

# Terre, ressources naturelles et moyens de subsistance

\_\_\_\_\_ Depuis les années 1980, à travers les ajustements structurels économiques et des mesures disciplinaires similaires, les économies en développement (c'est-à-dire principalement rurales) et en transition ont été contraintes de déréguler leurs marchés et de supprimer les restrictions sur les mouvements de capitaux pour pouvoir augmenter les exportations et obtenir des Investissements directs étrangers (IDE). Les intentions et objectifs étaient que via l'adoption de ces réformes pour des systèmes économiques soumis aux lois du marché, ces pays quittent le statut de « pays en développement », condition d'entrée à l'OMC.

Très vite, les pays se concurrencèrent les uns avec les autres en dérégulant, en privatisant, en faisant reculer le rôle de l'État, en entaillant les services publics et en réduisant les taxes – limitant ainsi leur capacité à satisfaire leurs obligations sociales. L'accès aux services et infrastructures publiques tels que l'école, la santé, les routes, devint sujet à des taxes d'usage, tandis que les commodités furent vendues ou organisées sous forme de partenariats public-privé. La volonté de maintenir des salaires de faible niveau pour favoriser la compétitivité a démotivé les marchés intérieurs, et a laissé les travailleurs du secteur de l'export vulnérables aux fluctuations des marchés mondiaux, sur lesquels leur gouvernement n'a aucun contrôle.

En même temps, les gouvernements ont cessé d'investir dans les zones rurales et dans l'agriculture à petite échelle. Cela en partie parce qu'ils manquaient de fonds publics, mais en partie seulement. La principale raison était que le FMI, la Banque mondiale et les principales agences de développement avaient insisté sur le fait que la hausse des échanges commerciaux (et des exportations) leur permettrait d'importer de la nourriture, ce qui par conséquent signifiait qu'il ne leur était plus nécessaire d'investir pour la produire.

La promesse était que davantage d'implication du secteur privé dans l'agriculture réduirait les besoins en investissement publics, augmenterait l'efficacité et accélérerait les améliorations technologiques. Ce qui se passa en réalité est que les profits agro-industriels montèrent en flèche, pendant que des pays auparavant autosuffisants en terme d'aliments de base devinrent sujets à l'insécurité alimentaire – devant ainsi dépenser leurs précieuses devises étrangères pour importer de la nourriture.

Parallèlement, dès les années 1970, les économies de l'OCDE devinrent de plus en plus dépendantes du secteur financier et transfèrent leurs industries vers des pays « en développement ». Par exemple, entre 1960 et 2006 le PIB américain a été multiplié par 27, la dette totale et la dette des ménages ont toutes deux été multipliées par 64, et la dette des compagnies financières multipliée par 409. Au moment du crash financier de 2008, la répartition des revenus aux États-Unis était aussi inégale qu'elle ne l'était avant la crise de 1929.

C'est pourquoi les sociétés financières cherchent aujourd'hui à placer leurs actifs dans la propriété foncière, ce qui a accentué les fluctuations de prix des denrées alimentaires, avec de terribles conséquences sociales. Les consommateurs ont plus difficilement accès à de la nourriture abordable quand les prix augmentent et les producteurs voient se réduire leurs moyens de subsistance et les revenus de leur exploitation quand les prix diminuent. La hausse des prix des denrées alimentaires a aussi généré une instabilité politique sous la forme d'émeutes de la faim, comme celles observées dans différents pays en 2008.

La pauvreté est endémique dans les pays qui sont principalement ruraux mais dont le secteur agricole est sous-développé et sous-financé. Qu'elle soit le fait de grandes sociétés nationales ou d'intérêts spéculatifs étrangers, l'expropriation des populations de leur terre – souvent le seul actif qu'elles possèdent – se fait via l'exploitation de l'impuissance économique et politique des petits paysans et des sans-terres.

**Rechercher l'accélération du développement du secteur agricole en autorisant les grandes firmes du secteur privé à consolider leur contrôle sur la terre et les ressources naturelles reviendra – en matière de politique – à déposséder les communautés locales agricoles de l'accès à la terre.**



“ Pour la majorité, la terre n'est pas juste un autre actif participant à la richesse. La terre est la source de nourriture et le moyen de subsistance ; elle définit le rôle et la place du ménage dans l'économie ; elle est la base de l'identité et du statut dans la société.

Alors que les riches individuels et sociétés considèrent peut-être encore la terre comme un bien lié à la classe sociale, cela doit être secondaire en faveur du droit de tout membre de la société d'avoir accès à la terre et à un moyen de subsistance.”

\_\_\_\_Manuel Montes, Économiste en chef, UNDESA

**Il est nécessaire de reconsidérer la place des stratégies orientées vers l'export qui sont fondées sur des salaires faibles et des moyens de subsistance vulnérables**

comme moyens d'attirer les investissements privés. Sans réglementations strictes, le rôle des investissements privés est de maximiser les profits. Placer les droits de l'homme – dont le droit à la terre et aux ressources naturelles, et à des revenus ruraux décents – au centre de l'économie nécessitera que l'État ait la volonté et soit en mesure de reprendre ses fonctions légitimes qui sont de garantir davantage d'égalité et de fournir une protection sociale aux plus vulnérables. Cela inclut la promotion de la compréhension des questions économiques par les citoyens ainsi que la volonté politique et la capacité à réglementer la taille et la concentration des propriétés foncières.



“ La pauvreté se concentre en zone rurale parce que le modèle de développement actuel ne récompense pas les petits paysans pour leur management durable des ressources,

et il devient de plus en plus difficile, voire impossible, pour eux de vivre de leur travail. C'est là ce qui se cache derrière le paradoxe de la faim en zone rurale. Bien sûr, les titres de propriété ne sont pas suffisants. Distribuer des titres de propriété sans fournir un soutien adapté – crédit, appui technique, etc. – n'est pas une solution viable. Les paysans s'endettent, vendent leur terre et rejoignent le mouvement de l'exode rural. Les femmes sont particulièrement discriminées à la fois en terme d'accès à la propriété foncière et d'accès à ce type de soutien – par conséquent les femmes ne

bénéficieront pas automatiquement d'une redistribution des terres et des programmes de soutien à l'agriculture sans des efforts délibérés pour que cela soit le cas. Parce que gagner la bataille contre la faim est aussi la clé pour protéger la planète.”

\_\_\_\_Olivier de Schutter, Rapporteur pour le droit à la sécurité alimentaire à l'ONU

Malgré le mantra qui dit que l'agriculture paysanne à petite échelle est par nature inefficace et risquée, la recherche montre que l'agriculture à grande échelle n'est pas nécessairement plus efficace ou plus novatrice. Bien que, bien sûr, la définition de « petite échelle » varie en fonction du type de culture et de la zone géographique, des recherches empiriques suggèrent que **l'investissement et l'innovation technologique faits par les petits paysans sont cruciaux pour améliorer la productivité agricole, garantir des moyens de subsistance ruraux et protéger l'environnement.**

Mais les petits paysans peuvent uniquement effectuer ces investissements s'ils ont un accès garanti et protégé à la terre, et un accès fiable et abordable aux intrants agricoles et aux marchés. Cinq facteurs doivent être pris en considération pour empêcher cela.

### a - La propriété foncière est problématique dans de nombreuses régions du monde

En Amérique latine, il est estimé que 66 % des terres sont aux mains de seulement 1,5 % des propriétaires terriens. Au Paraguay, la concentration des terres dépasse fortement la concentration des revenus ou des richesses. À Haïti, la richesse est concentrée sur seulement 6 familles. Au Salvador, ce sont les tristement célèbres « 14 familles », des oligarchies du 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle, qui possédaient les terres de qualité sur lesquelles les principales exportations de café, coton et canne à sucre étaient cultivées – les paysans devaient faire en sorte de vivre des fragiles écosystèmes montagneux, accélérant ainsi la déforestation (aujourd'hui ces 14 familles sont réduites à 8 conglomerats, principalement du secteur financier). Pour résultat, avec 100 000 personnes affectées par les pluies torrentielles et les coulées de boues en 2011, ainsi que la majeure partie des cultures détruites, les Nations unies classent l'Amérique Centrale comme l'une des régions les plus affectées par le changement climatique.

Dans d'autres régions du monde, les héritages ont conduit à des terrains de plus en plus morcelés. Au Bangladesh et en Chine, les propriétés sont en moyenne inférieures à un demi-hectare ; en Éthiopie et au Malawi elles avoisinent les 0,8 hectare. En Inde, la taille moyenne des propriétés est passée de 2,6 hectares en 1960 à 1,6 hectare en 2000 – et elle continue de décroître, comme dans toute l'Asie du Sud-Est. Malgré tout, la concentration de terres demeure très élevée. De telles inégalités en terme de répartition de terres sont l'une des principales raisons du déclin de la production agricole dans des pays tels que les Philippines.

### b - Les femmes en milieu rural sont particulièrement désavantagées

Selon les Nations unies, bien que les femmes accomplissent deux tiers des heures travaillées au monde et produisent la moitié des denrées alimentaires, elles ne gagnent que 10 % des revenus mondiaux et possèdent seulement 1 % des biens. Dans certaines régions les femmes produisent 90 % des denrées agricoles et représentent 70 % de la main-d'œuvre agricole, mais demeurent non représentées dans les instances de délibération liées aux questions budgétaires. **Le FIDA calcule que dans « les pays en voie de développement » les femmes possèdent moins de 2 % des terres.**

Les lois et coutumes concernant l'héritage et le mariage sont souvent discriminantes à l'égard des femmes, ayant pour résultat que les femmes possèdent moins de propriétés et ont moins accès aux marchés que les hommes. En Ouganda, bien que ce soit principalement les femmes qui soient responsables de la production agricole, elles possèdent seulement 5 % des terres, et leurs droits sur la terre qu'elles cultivent sont généralement précaires. Au Malawi, les veuves perdent leurs terres au profit de la famille du défunt. En Inde, l'Association des femmes auto-employées (Self Employed Women's Association - SEWA) a œuvré pour que les femmes soient reconnues comme copropriétaires des terres du ménage, ce qui empêche les hommes de vendre la terre sans leur consentement.

### c - La réforme agraire exclue de l'agenda mondial

Tout d'abord les élites ont les moyens d'empêcher les réglementations liées à une réforme agraire d'entrer en vigueur. Les tentatives des paysans

sans-terres de saisir des terres inoccupées ou de protéger des zones contre les prospecteurs sont stoppées par la violence : depuis décembre 2009 près de 50 paysans activistes ont été tués dans la région du Bajo Aguán au Honduras, zone où les monocultures vouées à l'export sont concentrées. Et près de 1 000 environnementalistes ont été assassinés dans la forêt amazonienne au Brésil entre 1985 et mai 2011 ; depuis six autres ont été assassinés et 200 ont reçus des menaces de mort et sont sous protection – tout cela à la veille de la sortie de lois contre la déforestation.

En second lieu, les agences internationales influentes ont répété le dogme qui est que l'agriculture à petite échelle est moins productive que les grandes fermes, et qu'elle est par nature plus risquée et freine le développement économique. Les décideurs de politiques nationales sont conduits à croire que cela doit être vrai, plutôt que de remettre en question cette idée comme une affirmation idéologique – les faits prouvant le contraire.

Troisièmement, les sociétés agro-industrielles ont saisi l'opportunité de se faire reconnaître comme étant partie d'une solution technique à la faim dans le monde et à la faible productivité – évitant ainsi le besoin pour une réforme agraire en faveur des plus défavorisés.

Ces solutions techniques, comme nous l'avons vu avec la Révolution verte en Inde, ont des impacts extrêmement destructeurs en terme de surexploitation des terres, conduisant au besoin de toujours plus de fertilisants chimiques, ce qui épuise encore davantage la terre – cela étant reconnu comme le piège des pesticides. En 2003, le président Georges Bush a proposé une initiative pour stopper la faim en Afrique en utilisant des cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Non seulement il existe d'importants doutes sur la sécurité pour l'être humain de consommer ces produits, mais de plus l'introduction des semences OGM détruirait les pratiques agricoles traditionnelles respectant l'environnement et cela enfermerait les paysans dans l'obligation d'utiliser des fertilisants chimiques.

Alors que la Banque mondiale a admis que de modestes réformes agraires en zone d'extrême inégalité permettraient de réintégrer les petits paysans au marché et d'aider les femmes à obtenir la propriété, elle continue cependant à affirmer, malgré l'abondance de preuves démontrant le contraire, qu'une redistribution favorable aux populations pauvres peut être réalisée grâce aux lois du marché « libre ». Et elle conseille ainsi à des pays riches en terre, tels que l'Éthiopie, de favoriser les acquisitions de terre à grande échelle.

## d - La concurrence des revendications environnementales

Une autre raison pour laquelle les petits paysans et communautés indigènes sont dépossédés de leurs terres ancestrales et forêts est le souhait d'ériger des parcs nationaux ou réserves naturelles, ainsi que de favoriser l'écotourisme.

Dans le cas de l'Inde, les Anglais ont inclus la préservation des forêts dans les préoccupations gouvernementales. Ainsi le Forest Department considéra qu'il possédait les forêts et que les populations habitant ces zones empiétaient et envahissaient ces terres. Suite aux objections émises par les populations locales indiquant que les forêts appartenaient initialement aux populations ayant vécu là, le « Forest Rights Act » de 2006 confère des droits légaux aux communautés vivant dans ces forêts – des droits dont la plupart de ces communautés n'ont pas encore bénéficié en pratique.

Les populations situées en zone périphérique sont parfois expropriées pour laisser place au nouveau développement urbain ou pour des zones industrielles. À moins qu'elles ne disposent d'un titre de propriété légal, elles ne recevront aucun dédommagement financier – et dans tous les cas la compensation s'avère inadaptée. Aucune aide ne leur est proposée pour retrouver un emploi ou adapter leurs savoir-faire traditionnels, et elles n'ont véritablement nulle part où aller.

Des millions de gens dans le monde sont contraints de quitter leurs terres ancestrales pour faire place à des barrages hydro-électriques ou pour élargir le réseau routier. Ils vendent leurs terres, parce qu'ils sont endettés ou parce qu'ils ont d'autres dettes à honorer. L'approche est souvent celle de « la carotte et du bâton », qu'ils soient harcelés et mis sous pression pour vendre ou que leur soit faite la promesse qu'ils trouveront ailleurs emploi, école, logement décent, etc. C'est seulement une fois qu'il est trop tard qu'ils réalisent qu'ils ont été lésés et que leurs vies sont aujourd'hui encore plus précaires qu'auparavant.



“ L'histoire de la « haie vivante »

Une haie accueille et nourrit de nombreuses espèces – oiseaux, mammifères, reptiles et insectes – et est pour cette raison un élément important dans le cycle de la vie. Une famille de

fermiers, prospère, avait de nombreuses haies sur ses terres. Un jour, l'un des petits enfants commença à discuter de la nécessité de couper ces haies. Le grand-père refusa, mais la nouvelle génération argumenta, affirmant qu'une fois les haies supprimées, il serait possible d'investir dans des machines pour couper et constituer des bottes de foin plus rapidement. Après de nombreux débats, ils finirent par prendre le dessus et les haies furent coupées. Mais une fois les haies disparues, rapidement la terre commença à s'éroder et la production connut un déclin. Finalement, la ferme se désagrégea et la famille s'effondra. L'histoire illustre l'interdépendance entre un environnement social sain et des pratiques agricoles sensées.”

\_\_\_Patrick Hohmann, Fondateur et Directeur, Remei AG

---

**La compensation et la réhabilitation doivent être des composants essentiels pour toute transaction de terre incluant des déplacements de populations ou expropriations.** Ce ne sont pas seulement les petits paysans qui dépendent de la terre et de ses ressources mais aussi des millions de travailleurs à domicile, de travailleurs de l'économie informelle en zone urbaine ou périurbaine tout comme en zone rurale. Ils utilisent la terre pour nourrir le bétail, pour se fournir en énergie et eau pour leurs maisons et petites entreprises.

### e - Les petits paysans manquent de soutien et d'appui technique

Il y a une différence entre le titre de propriété légal d'une terre et en avoir l'accès et l'usufruit. Aucun des deux n'est la panacée – la pauvreté rurale et la faim sont une réalité pour des millions de personnes travaillant la terre. Titre de propriété et possibilité de disposer de la terre doivent être accompagnés de capacités organisationnelles de la part des fermiers et autres utilisateurs de diverses ressources, telles que les fruits de la forêt, plantes médicinales, pâture et eau pour le bétail, eau destinée à l'hygiène, la cuisine et la baignade – femmes et hommes. C'est exactement le type de soutiens et d'inspirations organisationnels populaires que proposent Ekta Parishad et SEWA en Inde, le Mouvement des travailleurs sans-terres (MST) au Brésil, et de nombreuses autres organisations membres de La Via Campesina de par le monde.

Il y a aussi un besoin réel de soutien *impartial* technique ou financier, comme dans le cas du crédit, pour garantir le droit de produire dans des conditions de travail décentes et en respect de la dignité des personnes – ces soutiens peuvent être des services développés par le gouvernement permettant l'accès au crédit via les organisations de microfinance ou via des banques locales de développement. Un secteur privé ayant comme objectif le profit, soumis à de faibles régulations, ne peut garantir un soutien compréhensif et objectif.



## chapitre 6 -

# Action, unité et solidarité internationale

Les participants à la conférence ont évoqué un grand nombre d'actions de mobilisation pour la terre et les droits qui lui sont rattachés en solidarité avec Jan Satyagraha 2012. Celles-ci sont présentées ci-dessous, classées d'une perspective locale vers une action globale. Par ailleurs, les participants ont mis l'accent sur le fait que pour mettre en place un nouveau modèle d'action politique non-violente et de développement, il est nécessaire de travailler sur tous ces aspects de façon simultanée.

Flavio Valente, Secrétaire général du FIAN, présente les principes et messages essentiels d'une plateforme globale sur le droit à l'alimentation et les droits des petits paysans de la façon suivante :

- Des ressources rurales décentes et dignes doivent passer avant les profits.
- La souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation doivent être au cœur des politiques.
- Les accaparements de terres violent les droits des paysans et freinent la souveraineté alimentaire nationale.
- Le droit des paysans, des populations indigènes autochtones, des communautés de pêcheurs, des populations nomades et des travailleurs agricoles sans-terres à accéder à la terre, l'eau, la forêt et les autres ressources naturelles doit être respecté.
- La culture agro-écologique à petite échelle – et non pas l'agro-industrie – est la méthode pour protéger la souveraineté alimentaire, l'emploi rural, la biodiversité et pour inverser les changements climatiques.

Bien que ces principes et messages influent à différents niveaux, chacun illustre les liens entre local et global. Par exemple, le principe de placer les conditions de vie décentes et dignes avant le profit nécessite la mise en place d'actions débutant au sein des ménages, en passant par la communauté jusqu'à la mise en place d'actions adaptées jusqu'au sein des règles de l'OMC – ce ne sont pas des questions qui peuvent être résolues seulement par des actions locales, ni seulement par des changements de politiques.

**L'objectif d'une solidarité mondiale est de réunir les différents niveaux ensemble, pour créer une synergie qui aura davantage d'impact que la somme des initiatives prises une à une, afin de développer une justice sociale et économique pour tous.**

Cela rend essentiel non seulement le fait de situer chaque action dans un contexte économique et politique plus large – mais aussi de s'assurer que le plaidoyer fait à chaque niveau, au regard des droits rattachés à la terre et aux ressources naturelles, est fortement enraciné dans les perspectives de ceux dont les moyens de subsistance et les identités culturelles dépendent de la terre et de ses ressources.

## a - Organisation et mobilisation

Penchons-nous sur deux organisations de communautés rurales sans-terres marginalisées, Ekta Parishad en Inde et le Mouvement des sans-terres (MST) au Brésil.

Ekta Parishad fournit un espace social au sein duquel les hommes et femmes marginalisés des milieux défavorisés populaires, se réunissent pour créer – et étendre – un espace d'action politique non-violente en faveur de leurs droits. Dans ses déclarations, Rajagopal montre les liens entre politiques et tendances mondiales et ce qui se passe au niveau local, tout comme entre mobilisation populaire locale et solidarité internationale.



“ Au 21<sup>e</sup> siècle, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de malnutrition et de faim chronique. 25 % de la population mondiale consomme 85 % des ressources disponibles – et déjà 30 % de plus que ce que la Terre est capable de régénérer.

Les paysans constituent la moitié de la population mondiale, la grande majorité d'entre eux travaillant la terre à la main selon les méthodes traditionnelles. Garantir à ces hommes et femmes des conditions décentes de vie et de travail est une question clé du développement durable. Et pourtant la terre, l'eau, les semences, les forêts et les minéraux – les biens communs de l'humanité – sont monopolisés par des investisseurs privés en quête de profits, soit avec le consentement actif des gouvernements ou aux dépens de leur incapacité à y faire face.

Partout sur la planète, l'agriculture locale de subsistance est soumise à des expropriations au profit des exploitations minières ou forestières, des barrages de grande taille, des zones touristiques, des fermes intensives de monocultures et des cultures de produits OGM ou d'énergie destinées à l'export – réalisées par des intérêts privés nationaux ou transnationaux. L'expropriation des terres pour de tels usages s'intensifie chaque jour.

Parallèlement à ceci, le flux de denrées alimentaires produites par l'agro-industrie et subventionnées, en envahissant les marchés du Sud, ruine les paysans locaux.

De nombreuses organisations convergent autour de ces questions de droit à la terre et aux ressources – réunissant les populations indigènes qui sont dépossédées dans le Sud et perdent leurs cultures traditionnelles, les femmes et les jeunes sans-terres qui sont les plus touchés par la pauvreté, et les populations urbaines défavorisées qui sont frappées de plein fouet par les problèmes de changement climatique et souveraineté alimentaire dont les effets se font de plus en plus pressants.

L'heure est venue pour une coalition mondiale centrée sur le droit à la terre et aux ressources naturelles au sens le plus large. Les raisons en sont claires : puisque les problèmes sont d'envergure internationale, la pression doit être portée sur les agences internationales qui promeuvent et soutiennent ce modèle de développement.

Bien que le Sud doive prendre l'initiative, les coalitions du Nord ont un rôle important à jouer. Pendant que les gouvernements nationaux complotent avec le secteur privé international dans ce processus, l'espace démocratique pour un développement centré sur l'humain est érodé et marginalisé. Pour cette raison une coalition internationale doit être basée sur des organisations populaires dans chaque pays.”

\_\_\_\_Rajagopal P. V., Président, Ekta Parishad



La contribution de Maria Salete Carollo, du Mouvement des travailleurs sans-terres au Brésil – Movimiento de los Trabajadores Sin Tierra (MST) – montre les principes basiques de leur action développée depuis bientôt trente ans.

Ces principes sur le leadership, l'organisation sociale, et les qualités d'un activiste sont particulièrement importants à garder en mémoire lors du développement d'un réseau de solidarité internationale.

### Leadership

- À exercer collectivement, et non pas individuellement.
- Déléguer les responsabilités et fonctions aussi largement que possible ;
- Respecter les décisions et engagements collectifs.
- Planifier les actions, en prenant en compte les ressources et le temps nécessaire, jusqu'à l'évaluation.
- Demeurer critique et autocritique du haut vers le bas est la seule façon d'identifier et corriger les erreurs – tant que cela est fait de façon respectueuse et transparente.
- Étudier – il y a toujours davantage à apprendre et cela légitime le leadership.
- Se connecter avec les bases populaires, partager les défis et célébrer ensemble les succès.

### Organisation sociale

- Effectuer un travail de terrain avec les sans-terres et leurs familles pour faire émerger le débat et la sensibilisation.
- La mobilisation de masse est essentielle et doit encadrer les négociations.
- Développer une nouvelle génération de leaders et d'activistes par le partage des compétences et de l'expérience.
- Prendre en compte les sentiments et aspirations des populations au regard du changement, de leurs valeurs sociales (par exemple la solidarité), de leurs symboles et activités culturelles.
- Le comportement de chacun doit, au jour le jour, être guidé par les principes de solidarité, égalité et justice sociale.
- Personne n'a le monopole de la vérité, par conséquent il doit y avoir une discussion et un partage d'idées constants à tous les niveaux, mettant au défi tout sentiment de supériorité parmi les leaders.
- L'indépendance financière est critique pour toute organisation sociale – il faut être en mesure de se tenir debout seul.

## b - Action de la société civile

Le succès des petites actions repose sur les actes de solidarité entre membres de la société civile.

**Jan Satyagraha 2012** fournit une protection pour les organisations de la société civile de par le monde – mouvements sociaux, syndicats, organisations religieuses, institutions académiques – pour **défier le statut quo et se lever pour une justice économique et sociale au niveau local, national, régional et mondial**. C'est une opportunité pour chacun de dessiner ce que doit être une croissance, une production et une consommation responsables, cela dans le cadre d'un développement équitable et durable.

Certaines organisations de la société civile, telles que les ONG traditionnelles, réunissent et collectent des ressources pour améliorer la situation des personnes vivant dans la pauvreté ou souffrant de discrimination et d'exclusion. Un tel soutien est important, bien que comme María Chávez Quispe nous alerte, il peut aussi démobiliser les mouvements sociaux, encourager les dépendances et créer de nouvelles élites. Cependant, utilisée à bon escient, cette base populaire permet de légitimer les ONG pour faire face à la pauvreté et à l'injustice.

Pour l'instant le plus grand défi est d'agir solidairement en faveur des droits des populations à contrôler les ressources naturelles dont elles dépendent aujourd'hui et dont elles dépendront dans le futur. Et cela commence avec un engagement et des actions au niveau personnel, que l'on habite au Sud ou au Nord.

En plus des nombreuses manifestations, sit-in et autres événements de par le monde pour mettre en valeur Jan Satyagraha 2012, des actions spécifiques et des lieux de solidarité identifiés durant la conférence par les participants sont listés ci-après :

- Établir une carte et relier les réseaux militants existants pour une cause commune.
- Apprendre des campagnes de coalition couronnées de succès tel que Jubilé 2000, qui a été le parapluie d'organisations en provenance de plus de 40 pays et a appelé à l'annulation de la dette du tiers-monde en 2000.
- Encourager les organisations de droits de l'homme existantes, telles que Human Rights Watch, Amnesty international et ses divisions locales et nationales, à s'impliquer sur les questions de droit à la terre et aux ressources naturelles.

- Promouvoir des systèmes de prix équitables reliant ce que les producteurs gagnent à ce que les consommateurs paient pour leurs produits – particulièrement au sein des consommateurs urbains, leur lien avec la terre et les producteurs étant plus minces.
- Soutenir une production de nourriture durable, et réduire les transports effectués par les denrées alimentaires en achetant localement.
- « Faire du bruit » au sein des médias dominants, identifier des journalistes sympathisants à la cause et utiliser créativement les événements – comme la Journée de la femme (8 mars), la Journée internationale des populations autochtones (9 août), la Journée internationale de la non-violence (2 octobre), la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre), et la Journée mondiale des droits de l'homme (10 décembre).
- Mettre en valeur Jan Satyagraha 2012 en organisant des événements locaux ou nationaux au même moment, comme The Meal, prévu le 15 septembre 2012.
- Utiliser les nouveaux médias sociaux tels que Facebook, Twitter, Wikis et les applications pour téléphones mobiles pour atteindre une audience plus large et un public plus jeune.
- Faire participer – avec prudence! – des célébrités en leur demandant de s'engager pour la cause.
- Travailler avec des professionnels de l'éducation sur le développement des programmes.
- Interpeller les représentants politiques, tels que les candidats et membres des parlements nationaux et du parlement européen, sur les questions des droits de la terre et de la souveraineté alimentaire.



The Meal, 15 septembre 2012:  
solidarité internationale pour un monde juste

**Le thème:** la Terre, planète mère – Pachamama – Terre nourricière.

**Le concept:** que les peuples du monde se réunissent à travers un repas collectif de produits locaux dans leurs villages, quartiers et villes.

**Le but:** soutenir les petits fermiers de par le monde, la sécurité alimentaire et le droit des populations à l'accès aux ressources naturelles: terre, eau, forêts et semences.

\_\_\_\_Michel Baumann, The Meal, Groupe de soutien à Ekta Parishad, Genève

## c - Consommation alternative

Les paysans ont besoin de terres, mais ils ont aussi besoin d'un retour sur investissement qui soit équitable. Cependant ils sont souvent contraints de vendre en dessous de leur prix de revient – soit parce qu'ils ne peuvent se permettre d'attendre que les prix augmentent, ou parce que leurs profits sont réduits par les intermédiaires. Les consommateurs, de leur côté, ont besoin de nourriture de qualité et à des prix abordables. Malgré tout, le prix qu'ils paient est généralement très fortement supérieur à ce que le producteur perçoit.

Le modèle agro-industriel dominant externalise les coûts sociaux et environnementaux – ce qui signifie de mauvais traitements pour les travailleurs agricoles, des conséquences néfastes sur les animaux et une surconsommation des ressources naturelles qui ne sont pas facturées. Bien sûr, le secteur privé fait tout ce qui est en son pouvoir pour masquer tout ce qui pourrait diminuer la confiance des consommateurs. La force conductrice de ce modèle est le profit des actionnaires et la spéculation sur un marché global au détriment d'un modèle soutenable sur le long terme et de l'équité.

Les mouvements alternatifs et équitables cherchent à modifier les relations entre producteurs et consommateurs de deux façons. D'une part, ils garantissent aux producteurs un prix équitable (parfois 70 % supérieur au prix du marché) qui les protège des intermédiaires prédateurs et des fluctuations du marché global. D'autre part, ils transfèrent le surcoût de cette protection aux consommateurs qui sont capables et souhaitent payer un supplément pour des biens équitables.

La marque Alter Eco, par exemple, va au-delà de ces aspects, classant les produits selon qu'ils soient biologiques, d'après leur empreinte carbone, d'après leur « triple bilan » (impact social, économique et environnemental) – et bien sûr en fonction de leur qualité. Elle applique le critère « d'économie non-violente » à toute production ou consommation de nourriture, que celle-ci soit produite au Sud ou au Nord.

Les petits producteurs rencontrent des problèmes similaires de par le monde. Tous les petits producteurs sont confrontés aux fluctuations des prix des intrants agricoles et à la concurrence des monocultures intensives, ce qui les conduit souvent à vendre à des prix inférieurs aux coûts de production. Près de 90 % des petits propriétaires du Nord ont disparu durant

les cinquante dernières années, tandis que les agriculteurs et éleveurs restants luttent pour réussir à vivre de leur production ou pour concurrencer les agro-industries. De la même façon, les propriétés foncières sont de plus en plus concentrées au Sud, ce qui pousse les petits paysans et les sans-terres à tenter leur chance en ville.



“ Un modèle « agro-écologique »  
équitable et soutenable :

- serait basé sur une économie non-violente qui respecte l'environnement et la qualité de vie ;
- combinerait les techniques modernes et les savoir-faire traditionnels ;
- privilégierait la qualité et les produits favorisant l'autosuffisance des producteurs ;
- soutiendrait les pratiques d'agriculture biologique et leurs circuits courts, produisant ainsi une nourriture locale meilleure pour la santé – et le goût ;
- structurerait de petites fermes comme des écosystèmes vivants ;
- favoriserait les structures collectives, telles que les coopératives ;
- baserait les prix sur les coûts de production, permettant ainsi une relation transparente entre producteur et consommateur ;
- démontrerait que production et consommation responsables sont deux faces d'une même pièce, plaçant les valeurs avant les profits. ”

\_\_\_Laurent Muratet, Directeur marketing et communication, Alter Eco

## d - Politiques nationales

Les gouvernements doivent disposer d'un espace politique pour déterminer leurs propres voies de développement, et pour déterminer le type d'emplois et de ressources générés au sein de leur économie. Pour atteindre la souveraineté alimentaire, les économies nationales doivent évoluer d'une croissance basée sur les exports à un modèle créant des emplois et en soutien au secteur agricole – ce qui encouragera le marché intérieur.

Les marchés de la finance et des actifs doivent être régulés et orientés vers la production, la création d'emplois et la souveraineté alimentaire. Il doit y avoir des **réglementations nationales transparentes et efficaces** pour contrôler la spéculation des marchés sur les prix des terres et des denrées agricoles.

Les nations ne devraient pas se concurrencer pour accéder aux marchés mondiaux et aux investissements directs étrangers du secteur privé. Des coopérations régionales associées à des réformes au niveau de la gouvernance globale (telle que l'évolution des règles de l'OMC) sont la seule façon de dissuader les détenteurs de capitaux de rechercher moins de réglementations dans leurs juridictions. **Une meilleure coopération entre les États sur les questions de l'impôt sur les sociétés et de l'évasion fiscale** permettrait de mettre fin aux paradis fiscaux pour les investisseurs étrangers.

Les États doivent aussi respecter le droit des citoyens à participer aux politiques économiques établies au niveau local, national, régional ainsi qu'à l'échelle mondiale.

## e - Des politiques économiques mondiales

Les règles commerciales et économiques doivent être subordonnées à des **politiques transparentes et démocratiques** – il est injuste, par exemple, que de grands États tels que les États-Unis et l'Europe continuent à subventionner leur secteur agricole tout en faisant pression sur les plus petits États pour que ceux-ci ouvrent leurs marchés et suppriment toute protection de leur secteur agricole.

L'effet de ces doubles standards par rapport aux questions de sécurité alimentaire est visible dans le cas de l'Accord de libre-échange nord-américain (North American Free Trade Agreement – NAFTA). En 1992, le Mexique a supprimé 50 % de taxes douanières sur les importations de maïs en provenance des USA et du Canada, condition sine qua non pour joindre le NAFTA. À leur tour, les USA ont promis d'abolir les subventions aux paysans américains. Suite à quoi le congrès américain a approuvé des lois garantissant aux paysans américains 40 à 50 % de leurs revenus sous forme de subventions étatiques. Ce qui signifie que le marché mexicain est inondé de céréales américaines subventionnées, concurrence contre laquelle les producteurs mexicains manquent de protection et de compensation. Ainsi, la souveraineté alimentaire du Mexique a été ébranlée, l'exode rural s'est accéléré, et les entreprises privées rachètent les terres de valeur.

En réalité, c'est l'économie globale et plus spécifiquement les termes du commerce international incarnés par les règles de l'OMC, qui doivent être modifiés. Les termes des Accords de Libre-échange doivent aussi être étudiés pour leurs impacts négatifs potentiels sur les économies les plus fragiles couvertes par les accords.

Il y a un besoin réel de mécanismes de gouvernance modiale permettant de responsabiliser les multinationales quand à leur impact sur les droits de l'homme et sur les écosystèmes, et non pas seulement quand aux intérêts à court terme de leurs actionnaires. La spéculation financière doit être strictement contrôlée et les profits taxés.

Le développement tente de faire face aux symptômes d'un système économique qui est construit sur l'inégalité et qui l'entretient. L'industrie du développement ne peut en traiter les causes sous-jacentes puisqu'elle est elle-même un produit de ce système économique. Centraliser l'attention sur l'aide, qu'elle soit gouvernementale ou le fait d'organisations non-gouvernementales, est par conséquent hors de propos.

Un plaidoyer mondial sur des politiques de développement spécifiques doit donc :

- Inclure un plaidoyer pour que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable au regard des terres, des lieux de pêche et des forêts<sup>5</sup>, incluant des clauses permettant d'interdire les acquisitions à grande échelle et la concentration des terres, de l'eau et des ressources naturelles dans leur ensemble.
- Présenter les Principes pour une agriculture responsable<sup>6</sup> comme une tentative de « viol social » et une violation des lois internationales des droits de l'homme – même ses partisans ont admis ne pas trouver de « gagnant » parmi ceux faisant l'expérience d'accaparement de terres.
- Rallier le soutien à la proposition faite dans la déclaration du Forum social mondial de Dakar en février 2011, qui stipule : « Nous défendons l'agriculture paysanne qui est une solution réelle à la crise alimentaire et climatique et signifie aussi l'accès à la terre pour celles et ceux qui la travaillent. Pour cela, nous appelons à une grande mobilisation pour stopper l'accaparement des terres et appuyer les luttes paysannes locales ».

5 - "Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Forests and Fisheries", créé par la FAO.

6 - Principles for Responsible Agricultural Investment (RAI), établis par un groupe de réflexion sous la houlette de la Banque mondiale.

- Faire pression pour une Convention des Nations unies sur le droit des paysans.
- Soutenir la taxe « Robins des bois » sur le secteur bancaire et la taxe Tobin sur les transactions monétaires internationales, et réinvestir les revenus de ces taxes dans l'agriculture durable dans le but d'atteindre la souveraineté alimentaire, et dans des mesures pour faire face aux changements climatiques.
- Soutenir la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux (Indigenous and Tribal Peoples Convention, ILO) de 1989, qui reconnaît et protège les droits de propriété de terre des populations tribales et établit des standards UN minimums concernant leur consultation et leur accord.



## chapitre 7 - Note finale

---

\_\_\_\_\_ Le droit des producteurs agricoles et des populations indigènes à accéder à la terre et aux ressources naturelles pour subvenir à leurs besoins, le droit à la souveraineté alimentaire, et le besoin de préserver les écosystèmes de la planète sont à inscrire non pas sur un agenda confrontant Nord et Sud mais sur l'agenda mondial. Il est vital que les organisations et autres acteurs autour du globe prennent des engagements vis-à-vis de ces questions, en se concentrant sur les points sur lesquels ils peuvent avoir le plus d'impact possible. Pour certains, cela signifiera se concentrer sur les stratégies de plaidoyer au niveau intergouvernemental, pour d'autres cela pourra consister à publier des articles universitaires, organiser des événements afin de sensibiliser l'opinion publique, ou encore travailler avec les communautés locales.

Finalement, l'action politique organisée est la seule façon efficace de combattre les structures qui créent, renforcent – ou profitent – de la pauvreté et de la concentration du pouvoir et des ressources. Bien que l'espace pour une mobilisation populaire et la liberté d'expression soit peut-être en train de se réduire – les syndicats et leurs membres, par exemple, sont sujets à des menaces sérieuses dans de nombreux endroits du monde – selon les mots de Rajagopal, président d'Ekta Parishad, les « aspirations » du peuple ne peuvent attendre indéfiniment. Une résistance non-violente organisée et le dialogue sont les seules façons de transformer les droits et espoirs des peuples en réalité.



annexe 1 -

## Brefs descriptifs d'Ekta Parishad et d'Ekta Europe

---

### Ekta Parishad

\_Ekta Parishad (dont le nom signifie « unité » et « forum » ou « espace », en Hindi) est un mouvement social non-violent inspiré de Gandhi, qui travaille sur les questions relatives au droit à la terre (et à la forêt) en Inde. Depuis ses débuts dans les années 1990, l'organisation est passée d'une présence locale à une présence à l'échelle d'un État, d'un pays et, de plus en plus, à un niveau international. Ce mouvement social a pour but de mettre la pression directement sur le gouvernement central pour implémenter des réformes « pro-pauvres » et des changements structurels, en particulier une redistribution équitable des terres permettant aux populations marginalisées et opprimées de s'émanciper en surmontant la pauvreté.

Le président fondateur d'Ekta Parishad est Rajagopal P. V., le fils d'un travailleur gandhien. Après avoir étudié l'agriculture au Seva gram à Wardha, au début des années 1970 il a travaillé dans une région ravagée par la violence, le Madhya Pradesh, aidant à réhabiliter les « dacoits » (voleurs armés ou bandits).

Rajagopal a par la suite voyagé dans de nombreuses zones tribales et développé une compréhension de la détresse et des besoins des populations tribales indiennes. Leur cause devint une partie de sa mission. Plusieurs organisations de formation qu'il créa au Madhya Pradesh, au Bihar et en Orissa furent consolidées en une organisation populaire, Ekta Parishad, en 1991. Cette organisation est fondée sur l'idée d'un contrôle populaire des ressources naturelles dans un environnement où de puissants intérêts achètent ou s'approprient des baux à long terme sur de larges surfaces de terres – que l'on nomme « accaparements de terres » et où les droits des habitants des forêts ne sont pas respectés. Cette situation défie la vision gandhienne de promotion des communautés autonomes et de la gouvernance locale.

Avec près de 200 000 membres, majoritairement des femmes, répartis dans six États, Ekta Parishad a commencé à utiliser les méthodes gandhiennes de marche à pied comme moyen de galvaniser davantage de soutien parmi les populations défavorisées. Ayant déjà organisé une dizaine de marches à l'échelle des États, en octobre 2007 Rajagopal a mené une marche nationale de Gwalior à Delhi, marche nommée Janadesh 2007 et ayant réuni 25 000 personnes. Grâce à celle-ci, le gouvernement a été contraint de prendre des mesures concernant les réformes agricoles et les lois forestières.

Des réformes agraires complètes – donnant aux populations défavorisées accès à la terre – pourraient permettre à 40 % de la population indienne de sortir de la pauvreté et réduiraient significativement la violence présente au sein de la société indienne. Un des plus grands succès d'Ekta Parishad est de fournir un espace social au sein duquel les populations peuvent se réunir pour faire entendre leurs droits. Cela n'est jamais facile, et n'est peut-être pas toujours possible, pour des individus marginalisés tels que les femmes seules vivant sous le seuil de pauvreté, ou les travailleurs agricoles gagés (soumis au remboursement de leurs dettes), de défendre le respect de leurs droits – même s'ils sont porteurs de droits inscrits dans les lois.

Ekta Parishad surveille cet espace démocratique en réunissant les groupes au sein d'une organisation de masse, rappelant ainsi constamment au gouvernement son devoir – son rôle tel qu'inscrit dans la Déclaration d'indépendance et la Constitution étant de s'assurer que tous les citoyens indiens puissent jouir de leurs droits et libertés.

\_Pour plus d'information, consulter le site internet : [www.ektaparishad.com](http://www.ektaparishad.com)

### Ekta Europe

\_Ekta Europe (EE) est un réseau ouvert d'organisations indépendantes et d'individuels basés à travers l'Europe. Les membres apportent un soutien moral, politique et financier à Ekta Parishad, Inde, dans son combat pour assister les populations rurales pauvres à prendre le contrôle de leurs moyens de subsistance et de leurs ressources telles que l'eau, la terre et la forêt – par l'utilisation de méthodes non-violentes comme moyen d'apporter le changement. En particulier, Ekta Europe soutient les organisations telles qu'Ekta Parishad qui travaillent pour la prise de pouvoir des populations

défavorisées par le biais de mode d'action non-violent, inspirés par Gandhi. Le soutien peut prendre la forme d'actions de sensibilisation à la cause en Europe, de recherche de fonds, de participation aux actions et de projets partenaires. L'adhésion est définie par une participation active aux activités d'Ekta Europe en conformité avec ses principes d'actions.

\_Pour plus d'information, consulter le site internet : [www.ektaeurope.org](http://www.ektaeurope.org)

annexe 2 -

## Argumentaire de la conférence

### Le droit à la terre et aux ressources naturelles

\_Dans un monde de contrastes – de plus en plus d'interdépendances côtoient de plus en plus d'inégalités entre les pays – cette conférence cherche à explorer les façons dont les mouvements sociaux non-violents défendent les droits, promeuvent la justice sociale et ouvrent un chemin viable vers le développement durable.

Des économies qui bénéficient de la mondialisation et qui ont des secteurs industriels de pointe exponentiels comptent aussi d'immenses populations rurales qui ne peuvent s'appuyer, pour leur survie quotidienne, que sur l'agriculture et les ressources de la terre. La pauvreté et les discriminations persistent, particulièrement pour les groupes indigènes et pour les sans-terres. La corruption et les inégalités constituent le terreau de la violence exercée aussi bien par les puissants que par certains groupes radicaux qui s'opposent à ceux-ci.

Cette conférence va s'attacher à présenter, analyser et soutenir des modèles alternatifs de non-violence pour des politiques démocratiques et un changement social et économique. Elle s'inspirera pour cela des expériences de mouvements sociaux non-violents qui se battent pour le droit à la terre, tels Ekta Parishad en Inde mais aussi ceux d'autres pays en Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Amérique latine.

### Les objectifs de la conférence sont les suivants :

- examiner les recherches et les politiques ainsi que les expériences de militants concernant l'impact de la mondialisation de l'économie, particulièrement dans les zones rurales des pays en voie de développement ;
- soutenir et développer des initiatives pour la paix et des stratégies pour un changement non-violent des structures sociales, politiques et économiques ;

- promouvoir le droit à la terre et le contrôle des ressources naturelles par les communautés pour assurer la sécurité de l'accès à la nourriture, à un travail décent et à toutes les formes de développement durables;
- identifier les implications des inégalités de genre dans l'accès aux ressources et promouvoir l'émancipation des femmes;
- faire connaître et gagner des soutiens politiques, institutionnels et financiers pour le droit à la terre et en particulier pour « **Jan Satyagraha – Marche pour la justice 2012** », organisée par Ekta Parishad.

Les participants de la conférence :

- ONG nationales et internationales et organisations militantes autour du droit à la terre, de la sécurité alimentaire, de l'accès aux ressources et du développement;
- organisations liées aux Nations unies et missions nationales liées aux Nations unies à Genève;
- parlements et ministères du développement;
- instituts de recherche, médias nationaux et internationaux.

### Jan Satyagraha 2012

\_Une nouvelle marche, « Jan Satyagraha – Marche pour la justice », est prévue pour 2012 et va rassembler plus de 100000 paysans pauvres, adivasis, dalits, sans-terres, de plusieurs États indiens. Ce sera la plus grande action non-violente jamais organisée en faveur du droit à la terre, à l'eau et à la forêt. Les marcheurs vont parcourir 350 km de Gwalior à Delhi pour demander au gouvernement de :

- Mettre en application des engagements pris par le gouvernement indien en 2007 concernant les réformes du droit à la terre.
- Mettre en application effective et rapide du « Forest Rights Act 2006 ».
- Reformuler les politiques concernant les populations les plus pauvres dans un sens qui leur soit plus favorable, rendre le gouvernement responsable des politiques et programmes concernant les populations marginalisées.
- Répondre aux doléances des personnes déplacées ou dépossédées, en portant une attention particulière au sort des femmes.
- Mettre en lumière le rôle de l'émancipation des femmes dans le processus du développement durable.
- Engager une décentralisation effective du pouvoir de contrôle sur les

ressources naturelles.

- Passer d'un développement industriel à grande échelle à une économie rurale centrée sur les personnes.
- Interdire les transferts massifs de ressources naturelles aux entreprises au mépris de la survie des plus pauvres.

### **Les objectifs de la conférence**

\_Les organisateurs de cette conférence appellent à la reconnaissance d'une approche du développement structurellement non-violente, qui place les droits de l'homme et le contrôle des ressources par les communautés locales au cœur du processus. Des leçons seront tirées de l'histoire des actions de masse non-violentes en Inde pour illustrer les moyens de faire progresser les choses en matière de développement durable.

### **Comité d'organisation**

Margrit Hugentobler, Coordinatrice d'Ekta Europe  
(Responsable de l'organisation de la conférence et Présidente de CESC  
Support Association, Suisse)  
Alan Leather, Membre du bureau exécutif,  
Action Village India, Grande-Bretagne  
Aye Aye Win, Cofondatrice et ancienne Directrice exécutive  
de Dignity International  
Jill Carr-Harris, Coordinatrice des plaidoyers et des politiques publiques,  
Ekta Parishad  
Altaï De Saint Albin, Communications internationales, Ekta Parishad  
(bureau de Bhopal)  
Küde Meier, trésorier de CESC  
Marie Bohner, Coordinatrice de la conférence, OHE



annexe 3 -

## Programme de la conférence

### Lundi 12 septembre

#### Cérémonie d'ouverture

\_Discours de bienvenue des organisateurs

Margrit Hugentobler, Coordinatrice d'Ekta Europe

Rajagopal P. V., Président et fondateur d'Ekta Parishad, Inde

Caroline Morel, Directrice de Swissaid

\_Discours d'introduction

Olivier de Schutter, Rapporteur pour le droit à la sécurité alimentaire à l'ONU – message vidéo

Flavio Valente, Secrétaire général de FIAN (Food Information Action Network)

#### Inégalité, pauvreté et crise du droit à la terre

\_Modératrice

Jill Carr-Harris, Coordinatrice des plaidoyers et des politiques publiques, Ekta Parishad

\_Intervenants

Jean Feyder, Ambassadeur de la Mission permanente du Luxembourg auprès des Nations unies à Genève

Nadjirou Sall, Secrétaire général adjoint du CNCR (Conseil national de concertation et de coopération des ruraux) et membre de ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest)

Karima Delli, Élu(e) au Parlement européen

Christian Comelieu, Économiste des questions de développement

### Mobilisation des mouvements sociaux et action non-violente pour les droits et la justice

\_Modératrice

Aye Aye Win, Fondatrice et ancienne directrice de Dignity International

\_Intervenants

Rajagopal P. V.

Melik Özden, Co-directeur de CETIM (Centre Europe, tiers-monde)

Madiodio Niasse, Directeur du secrétariat de la Coalition internationale du droit à la terre

Maria Salette Carollo, Représentante de MST (Movimiento de los Trabajadores Sin Tierra)

María Chávez Quispe, Représentante pour les peuples indigènes au World Council of Churches

#### Dîner culturel pour les participants inscrits

Gauri Kulkarni danse les épisodes clés de la vie de Gandhi, décrivant sa transformation d'homme commun à « Mahatma » (grande âme). Depuis 1996, Gauri a joué cette pièce chorégraphique plus de 750 fois à travers le monde. Elle fait partie des artistes « de terrain » qui se rassemblent au sein d'Ekta loka kala manch, la branche artistique d'Ekta Parishad.

### Mardi 13 septembre

#### Production durable, conditions de travail et commerce équitable

\_Modératrice

Margrit Hugentobler

\_Discours d'introduction

Rehana Riyawala, SEWA Inde (Self-Employment Women's Association, India)

\_Intervenants

Manual Montes, Économiste en chef, UNDESA (United Nations Department of Economic and Social Affairs)

Patrick Hohmann, Fondateur et Directeur de Remei AG

Laurent Muratet, Directeur marketing et communication de Alter Eco

## Le rôle des agences internationales de développement et des ONG

### \_Modérateur

Alan Leather, Membre du bureau d'Action Village India, GB

### \_Table ronde

Nadia Saracini, Responsable pour les questions de politiques et de plaidoyers de Christian Aid, GB

Sarah Mader, Chargée de programme pour l'Inde et le Myanmar de Swissaid

Ruchi Tripathi, Département du droit à la sécurité alimentaire d'Action Aid

Stefan Germann, Directeur des partenariats et de la recherche pour l'équipe santé mondiale et WASH, World Vision

Manfred Kaufmann, Responsable de programme à SDC (Agence suisse pour le développement et la coopération)

Duncan Pruett, Responsable des droits à la terre d'Oxfam International

## Planning pour Jan Satyagraha 2012

### \_Présentation du calendrier de mobilisation

Rajagopal P. V.

## Ateliers autour de Jan Satyagraha

### Atelier 1\_Mobilisation politique et plaidoyer

#### \_Modérateur

Fintan Farrel, Directeur d'EAPN (European Anti Poverty Network)

#### \_Discours d'introduction

Thea Gelbspan, Coordinatrice du groupe de travail des mouvements sociaux de ESCR-Net (International Network for Economic, Social and Cultural Rights)

Corina Van der Laan, Conseillère en matière de politiques des droits de l'homme, du genre, de la bonne gouvernance et de l'aide humanitaire pour le département du MFA, gouvernement néerlandais

Sue Longley, Représentante de IUF (International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations)

## Atelier 2\_Mobilisation de ressources

### \_Modératrice

Jill Carr-Harris

### \_Discours d'introduction

Michel Baumann, « The Meal », Ekta Groupe de soutien Genève

Duncan Pruett

Un représentant du gouvernement danois

Ester Wolf, Politiques de développement, Pain pour le prochain

## Jan Satyagraha 2012

### \_Présentation des plans d'action des ateliers

### \_Discussion et adoption d'un calendrier de mobilisation

Aye Aye Win et Alan Leather

## Clôture de la conférence

Rajagopal P. V.

Margrit Hugentobler



## annexe 4 -

### Participants à la conférence

---

\_Avanzi Audrey, Solidarité, France, audrey.avanzi@solidarite.asso.fr  
\_Bato Clotilde, Solidarité, France, clotilde.bato@solidarite.asso.fr  
\_Baumann Michel, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, The Meal, Suisse, info@the-meal.net  
\_Barbancey Thomas, Mission du Luxembourg de Genève, Luxembourg  
\_Barter-Hemmerich Ursula, Int. Network for the Prevention of Elder Abuse, Suisse  
\_Benoit Mélanie, Ekta Europe, France, benoitmelanie2004@yahoo.fr  
\_Biggs Stephen, inscription individuelle, GB, biggs.s@gmail.com  
\_Bisson Marie-Françoise, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, mf\_bisson@hotmail.fr  
\_Bohner Marie, OHE, Ekta Europe, France, marie@organisehumanevents.com  
\_Bouden Mondir, Union générale des étudiants Algériens, Algérie, jakismin@yahoo.fr  
\_Bouhey Antoine, Peuples, France, a.bouhey@peuples-solidaires.org  
\_Boukemouche Chader Messaouda, CNES Algérie, Algérie, chadernes@yahoo.fr  
\_Boury-Esnault Christian, MAN, France, c.bouryesnault@free.fr  
\_Bucher Rosemarie, Ergotherapie R. Bucher, Einsiedeln, Suisse, ergo.einsiedeln@bluewin.ch  
\_Campeau Christine, Ecumenical Advocacy Alliance, Suisse, pprove@e-alliance.ch  
\_Carollo Maria Salete, Movimento de los Trabajadores sin Tierra, Brésil, srimst@mst.org.br  
\_Carr-Harris Jill, Ekta Parishad, Inde, jillcarrharris@gmail.com  
\_Chavez María Quispe, World Council of Churches, Suisse, mcq@wcc-coe.org

\_Comeliau Armelle, inscription individuelle, France  
\_Comeliau Christian, économiste du développement, France, christian.comeliau@club-internet.fr  
\_Daget Morgane, Humanium, Ekta Europe, France, morgane.daget@laposte.net  
\_Dangoisse Alain, Maison du développement durable, Belgique, alain.dangoisse@maisondd.be  
\_Danzeisen Flurina, CESCO Foerderverein, Suisse, flurina.d@gmx.ch  
\_Dedeyan Aline, Club de la presse des Nations unies, Suisse  
\_Delli Karima, Parlement européen, France, karima.delli@europarl.europa.eu  
\_De Toledo Lilliane, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, detoledo.lilliane@gmail.com  
\_Di Giusto Anna, Association Anna Di Giusto pour l'enfance, Suisse  
\_Dommen Caroline, Quaker UN, Suisse, cdommen@quano.ch  
\_Eade Deborah, Rapporteur, Suisse, deborah.eade@gmail.com  
\_Farrell Fintan, European Anti Poverty Network, Belgique, fintan.farrell@eapn.eu  
\_Feugere Stéphanie, Ekta Europe, France, sf2973@yahoo.fr  
\_Feyder Jean, Ambassadeur de la mission du Luxembourg auprès des Nations unies, Luxembourg, jean.feyder@mae.etat.lu  
\_Finnegan Lynn, Quaker UN, Suisse, lfynegan@quano.ch  
\_Fischer Magali, Ekta Europe, Suisse, magali.fischer0@gmail.com  
\_Froment de la Molina Véronique, inscription individuelle, France, veefroment@live.co.uk  
\_Fuchs Nikolai, Nexus Foundations, Suisse, nikolai.fuchs@nexus-foundation.net  
\_Fuchs Rahel, CESCO Foerderverein, Suisse, rahelfuchs@yahoo.de  
\_Gatterer Anna, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Gauffenic Armelle, inscription individuelle, Suisse  
\_Gelbspan Thea, ESCR-Net, USA, tgelbspan@escr-net.org  
\_Germann Stefan, World Vision, Suisse, Stefan\_Germann@wvi.org  
\_Ghazi Bahram, Bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme, Suisse, bghazi@ohchr.org  
\_Gil Ixchel, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, ixchel\_gil@hotmail.com  
\_Godinot Étienne, Gandhi International, France, etienne.godinot@wanadoo.fr

\_Grigri Christophe, Gandhi International, France, gandhiji2012@gmail.com  
\_Gschwend Nesa, CESCO Foederverein, Suisse, nesa@bluewin.ch  
\_Hämmerli Sarah, CESCO Foederverein, Suisse  
\_Hattori Asako, Bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme, Suisse, ahattori@ohchr.org  
\_Hennig Maybritt, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Hofer Sebastian, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Hohmann Patrick, Remei AG, Suisse, patrick.hohmann@remei.ch  
\_Holzmann Eva, CESCO Foederverein, Suisse, eva.holzmann@bluewin.ch  
\_Hubbard Stéphanie, Christian Aid, Suisse, shubbard@christian-aid.org  
\_Hugentobler Margrit, CESCO Foederverein, Suisse, hugentobler@arch.ethz.ch  
\_Huot de Saint Albin Altai, Ekta Parishad, France, jansatyagraha2012@gmail.com  
\_Joyeux Benjamin, Europe écologie Les Verts, France, benjamin.joyeux@eelv.fr  
\_Kaufmann Manfred, Agence suisse pour le développement et la coopération, Suisse, manfred.kaufmann@deza.admin.ch  
\_Kulkarni Gauri, Ekta Parishad, Inde, gauri.akka@gmail.com  
\_Kurian Manoj, World Council of Churches, Suisse, mku@wcc-coe.org  
\_Leather Alan, Action Village India, GB, alan.leather@gmail.com  
\_Leather Susan, Ekta Europe, GB, sueleather@gmail.com  
\_Lewin Mark, inscription individuelle, GB, uksox@yahoo.co.uk  
\_Lienhard Chantal, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, chantallienhard@hotmail.com  
\_Linder Lukas, CESCO Foederverein, Suisse, luklindi@yahoo.com  
\_Lohrmann Marifé, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, mflorhmann@googlemail.com  
\_Longley Sue, IUF, Suisse, sue.longley@iuf.org  
\_Mader Sarah, Swissaid, Suisse, S.Mader@swissaid.ch  
\_Martenot Jacques, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, martenot.j@orange.fr  
\_Millot Bernard, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, b.millot@sunrise.ch  
\_Meier Küde, CESCO Foederverein, Suisse, k.meier@gmx.ch  
\_Messerli Karin, CESCO Foederverein, Suisse, karinmesserli@gmx.ch  
\_Montes Manuel, UNDESA, USA, montes@un.org  
\_Morel Caroline, Swissaid, Suisse, c.morel@swissaid.ch  
\_Mörgeli Sabine, CESCO Foederverein, Suisse, sabine.moergeli@gmx.ch

\_Moudjadeh Smaïl, Algerian Network of Youth and Students, Algérie, smail\_ro@yahoo.fr  
\_Mülheim Raquel, inscription individuelle, Switzerland, raquel@students.unibe.ch  
\_Muratet Laurent, Alter Eco, France, laurent@altereco.com  
\_Niasse Madiodio, International Land Coalition, Italie, m.niasse@landcoalition.org  
\_Nutbrown Ivan, Action Village India, GB, ivan@actionvillageindia.org.uk  
\_Osbon Bryan, Action Village India, GB, bryan.osbon@talktalk.net  
\_Özden Melik, CETIM, Suisse, contact@cetim.ch  
\_Peyer Nathalie, W3W Water for the World, Suisse, Nathalie.Peyer@gmx.ch  
\_Poirot Marianne, Solidarité, France, marianne.poirot@solidarite.asso.fr  
\_Porcheron Céline, ANIS étoilé, France, celine.porcheron.ab@wanadoo.fr  
\_Pradevandh Ely, inscription individuelle, Suisse  
\_Pruett Duncan, Oxfam Novib, Pays-Bas, Duncan.Pruett@oxfamnovib.nl  
\_Pruvost-Beaurein Monsieur et Madame, Éditions Terres d'espérance, France, contact@editionsterredesperance.com  
\_Rajagopal P. V., Ekta Parishad, Inde, rajagopal@ektaparishad.com  
\_Redard Maël, Ekta Europe, Suisse, mael.redard@gmail.com  
\_Reubke Julius, Freunde von Ekta Parishad, Allemagne, KJReubke@t-online.de  
\_Riyawala Rehana, SEWA, Inde, rehanariyawala@sewa.org  
\_Rust Sebastian, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Rytz Liliane, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, lillianerytz@bluewin.ch  
\_Sapin Denis, Groupe de soutien à Ekta Parishad Genève, Suisse, denis04ch@yahoo.fr  
\_Saracini Nadia, Christian Aid, GB, NSaracini@christian-aid.org  
\_Scheidegger Romy, CESCO Foederverein, Suisse, romy.scheidegger@students.unibe.ch  
\_Schmitt Esther, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Schneider Kimon, HEKS, Suisse, kschneider@heks.ch  
\_Schnetzler Barbara, CESCO Foederverein, Suisse, info@atelier-eidolon.ch  
\_Schwartzentruber Paul, Ekta Canada, Canada, pschwartzentruber@gmail.com  
\_Sornay Jean-Paul, Peuples solidaires, France, jean-paul.sornay@wanadoo.fr  
\_Suter Christa, Remei AG, Suisse, christa.suter@remei.ch

\_Targa Florian, Ekta Europe, Suisse, targa.florian@gmail.com  
\_Thivet Delphine, École des hautes études en sciences sociales/JINOV,  
France, delphine.thivet@ehess.fr  
\_Tripathi Ruchi, Action Aid, GB, Ruchi.Tripathi@actionaid.org  
\_Tschirren Michel, Ekta Europe, Suisse, mtschirren@gmail.com  
\_Turbe Joëlle, Union internationale du notariat, Suisse, joelle.turbe@bluewin.ch  
\_Valente Flavio, FIAN, Allemagne, Valente@fian.org  
\_Van der Laan Corina, MINBUZA – gouvernement des Pays-Bas, Pays-Bas,  
CP-vander.Laan@minbuza.nl  
\_Van Heemstra Maria, World Council of Churches, Suisse, mvh@wcc-coe.org  
\_Vellut Jacques, Volens/Mercy Home, Belgique, jacques@vellut.be  
\_Von Planta Elli, inscription individuelle, Suisse, evonplanta@gmail.com  
\_Weber Benjamin, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Win Aye Aye, inscription individuelle, France, ayeayewinlemmers@gmail.com  
\_Winniger Andrea, Ekta Parishad (future volunteer), Suisse  
\_Winkler Kathrin, Ekta Canada, Canada, pschwartzentruber@gmail.com  
\_Wolf Ester, Pain pour le prochain, Suisse, wolf@bfa-ppp.ch  
\_Wollenberg Julian, Freie Waldorfschule, Allemagne, esther\_schmitt@gmx.net  
\_Woodtli Pascal, Ekta Europe, Suisse, pwoodtli@hotmail.com  
\_Zanella Carmen, CESCO Foederverein, Suisse, carmen.zanella@sunrise.ch  
\_Zimmermann Yvonne, Solifonds, Suisse, mail@solifonds.ch

---

## Organisations partenaires de la conférence :

CESCI Support Association, DANIDA (gouvernement danois), MINBUZA (gouvernement néerlandais), SDC (Agence suisse pour le développement et la coopération), Action Aid, Remei AG, Swissaid, World Vision, Freunde Von Ekta Parishad, Solidarité, Action Village India

**Avec le soutien de :** ESCR-Net, World Council of Churches, Ekta Groupe de soutien Genève, Christian Aid, Canton de Genève

---



### Ekta Parishad

2/3-A Jungpura, Second Floor

New Delhi-110014, Inde

Tél. : 91-11-24373998/99

E-mail : [info@ektaparishad.com](mailto:info@ektaparishad.com)

[www.ektaparishad.com](http://www.ektaparishad.com)



### Ekta Europe

at Förderverein CESCI

Postfach 3355, 8021 Zürich, Suisse

E-Mail : [info@cesci.ch](mailto:info@cesci.ch)

[marie@organisehumanevents.com](mailto:marie@organisehumanevents.com)

[www.cesci.ch](http://www.cesci.ch) / [www.ektaeurope.org](http://www.ektaeurope.org)